

Les 14 prophéties de Christine Lagarde

Christine Lagarde était ministre des finances de Nicolas Sarkozy lorsque le bouclier fiscal à 50 %, destiné à protéger les Français les plus fortunés, a été mis en place. C'est elle-même qui avait défendu la loi TEPA, instaurant ce bouclier, devant le Parlement.

Elle est aujourd'hui directrice générale du FMI et perçoit à ce titre, selon Capital du 29/05/2012, un salaire annuel de 467 400 dollars par an (environ 380 000 euros). Ce revenu, apparenté à celui d'un diplomate, est non-imposable.

Cela n'empêche pas Christine Lagarde de menacer les Grecs qui ne paieraient pas leurs impôts (bien sûr pas les armateurs et l'Eglise orthodoxe qui sont, comme elle, non-imposables mais les salariés à 800 euros ou moins, les retraités à 500 euros dont l'impôt est prélevé à la source) de voir leurs enfants privés de services publics, c'est-à-dire d'école et de soins médicaux.

Sa compassion, affirme-t-elle, va d'abord aux enfants du Niger. Sans doute veut-elle ignorer que la misère de ces enfants tient avant tout à la politique du FMI et à ses plans d'ajustement structurel.

Elle nous avait auparavant infligé 14 prophéties, 14 « fortes visions », recensées par Olivier Berruyer sur son site Les crises.fr que nous reprenons ici en les commentant. Ces 14 « fortes visions » illustrent parfaitement l'impasse de la politique libérale, cette politique qui vise à « rassurer les marchés ».

C'est pourtant, au nom de cette politique, que la Banque centrale européenne, la Commission européenne et Angela Merkel veulent infliger à la Grèce un plan de destruction sociale d'une ampleur jamais atteinte pour un pays européen en temps de paix et jouent à la roulette russe l'existence de l'euro.

1. – 17 août 2007, dans “Le Parisien”

« Ce n'est pas un krach [...] Nous assistons aujourd'hui à un ajustement [...] une correction financière, certes brutale mais prévisible. »

4 mois plus tard, le Royaume Uni nationalise la banque Northern Rock. Un an plus tard, la banque américaine Lehmann Brothers fait faillite. La crise bancaire née de l'écroulement de la bulle bancaire aux Etats Unis, s'étend de ce pays à la France, à l'Irlande, à l'Espagne, à l'Allemagne puis à l'ensemble de l'Union européenne.

2. – 5 novembre 2007 sur “Europe 1”

« La crise de l'immobilier et la crise financière ne semblent pas avoir d'effet sur l'économie réelle américaine. Il n'y a pas de raisons de penser qu'on aura un effet sur l'économie réelle française. »

En octobre 2008, les Etats Unis sont frappés brutalement par la crise économique provoquée par l'écroulement de la bulle immobilière et par la crise bancaire. Le chômage double et atteint 10 % de la population active. Fin 2008, la récession frappe la France et le chômage atteint, là aussi, 10 % de la population.

3. – 10 février 2008, au G7 au Japon

« Nous ne prévoyons pas de récession dans le cas de l'Europe. »

Fin 2008, la récession s'étend des Etats Unis à l'Europe. La crise économique atteint les uns après les autres la plupart des pays du monde.

4. – 15 mai 2008 sur “Europe 1”

« Vous accueillez ce matin un ministre de l'Économie qui se réjouit et qui jubile, pour tout dire. Je suis surtout très contente pour notre pays (en raison de la révision à la hausse de la croissance pour 2007, ndlr) [...] En revanche, les prévisions européennes des déficits de la France sont outrageusement pessimistes. »

Fin 2008, le déficit public de la France atteindra 7,5 % du PIB et 7,7 % fin 2009.

5. – 16 septembre 2008, conférence de presse

« [La crise aura] des effets sur l'emploi et sur le chômage [pour l'heure] ni avérés ni chiffrables. »

En 2009, le chômage dépassera 10 % de la population active française.

6. – 10 mai 2010 sur “Europe 1”

« Nous avons décidé d'envoyer un signal extrêmement fort aux marchés pour protéger l'euro. Je suis convaincue que le mécanisme va fonctionner. »

Le 10 mai 2010, l'Union européenne et le FMI mettaient en place le premier plan de sauvetage des créanciers de la Grèce, essentiellement les banques et les assurances européennes. En novembre 2010, c'était le tour de l'Irlande et au printemps 2011, celui du Portugal. Fin 2008, l'UE mettait en place un deuxième plan de 130 milliards d'euros pour sauver les créanciers de la Grèce. En mai 2012, le système bancaire de l'Espagne est au bord de la faillite et la zone euro au bord de l'explosion.

7. – 25 juin 2010

« La notation de la France est triple A stable, il y a d'autres triples A qui sont moins stables, je regarde de l'autre côté de la Manche par exemple. Elle n'est pas menacée. »

En janvier 2012, la France perdait son triple A. le Royaume Uni conservait son triple A.

8. – 8 juillet 2010, rencontres économiques d'Aix-en-Provence

« À la question “Est-ce qu'on est ou non sorti de la crise ?”, j'ai répondu en anglais au Forum de Saint-Petersbourg “We are in the middle of the beginning of the end” ; et je pense qu'on en est probablement là. »

Fin 2011, sous les coups des plans d'austérité initiés par Merkel et Sarkozy, la récession frappe de nouveau tous les pays européens. Début 2012, l'Allemagne elle-même n'est pas épargnée.

9. – 9 juillet 2010

« Je suis convaincue que la France va conserver sa note AAA. »

En janvier 2012, la France perdra son triple A.

10. – 19 décembre 2010, dans “De Tijd”

« Une restructuration de dette n'est pas à l'ordre du jour au sein de la zone euro. »

Fin 2011, la dette publique grecque était restructurée. Les banquiers titulaires des titres de cette dette publique acceptaient de perdre une partie de leurs créances pour ne pas tout perdre mais récupéraient aussitôt près de 60 milliards d'euros que les Grecs devront rembourser.

11. – 25 janvier 2011, au Forum de Davos

« L'euro a franchi le cap, et la zone euro a désormais le pire de la crise de la dette derrière elle. »

En mai 2012, le système bancaire de l'Espagne est au bord de la faillite et la zone euro au bord de l'explosion.

12. – 13 février 2011, dans “Der Spiegel”

« Vous faites fausse route. Tant que je serai dans ce poste, la France n'abandonnera pas ce statut. [le triple A]. »

En janvier 2012, la France perdra son triple A.

13. – 13 mai 2011

« Tous les clignotants sont au vert. »

Fin 2011, la France entrait en récession et le chômage touchait 10 % de la population active.

14. – 4 juin 2011, dans “Télérama”

« Protéger les faibles contre les forts, c'est l'essence du libéralisme. »